

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 16 DÉCEMBRE 2010
RELATIF AUX BARÈMES MINIMA POUR L'ANNÉE 2011
(POITOU-CHARENTES)

NOR : ASET1150104M
IDCC : 1702

Entre :

La FRTTP Poitou-Charentes,

D'une part, et

L'UR BATIMAT-TP Poitou-Charentes CFTC ;

L'UR construction et bois Poitou-Charentes CFDT ;

La section fédérale régionale du BTP Poitou-Charentes CGT-FO ;

L'UR de la construction Poitou-Charentes CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2011, les valeurs des minima annuels sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	VALEUR annuelle du point	SALAIRE MINIMUM annuel
I	1	100	176	17 555
	2	110	166	18 267
II	1	125	149	18 647
	2	140	148	20 786
III	1	150	148	22 269
	2	165	145	23 883
IV		180	145	26 052

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Poitiers.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Poitiers, le 16 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)